

# Le PCF lance son prochain congrès

Le programme était chargé le samedi 10 janvier pour le conseil national du PCF. En plus des préparatifs du 40e congrès, le CN a voté une résolution sur la situation au Venezuela (voir sur le site [www.pcf.fr](http://www.pcf.fr)), a discuté sur les enjeux des municipales, débattu sur le projet communiste et le concept de socialisme, ou encore, a adopté un cahier thématique sur l'économie sociale et solidaire...

Le Parti Communiste Français a décidé de tenir à Lille, du 4 au 6 juillet 2026, son 40e congrès

Ce sera un temps fort après les municipales pour trancher des débats théoriques et stratégiques.

Objectif : « rendre lisible par le peuple tout entier, notre ambition pour la France, la République, pour le monde du travail et pour la paix », a indiqué Fabien Roussel pour qui, il y a urgence à « s'engager vers une société démocratique mettant l'être humain et la planète au cœur de ses priorités ». Il souhaite que le PCF incarne « une double alternative : à l'extrême-droite et au capitalisme ».

« Nous ne sommes ni un super-syndicat, ni les porteurs d'eau d'autres forces politiques », affirme-t-il, appelant à construire dans les 15 à 20 ans à venir, une « union du peuple de France pour former une majorité transformatrice ».

Dans la discussion, Denis Durand a estimé que si, dans la dernière période, le PCF a « gagné la bataille contre son effacement, il faut maintenant gagner celle contre l'effacement des idées communistes ». Au nom de la fédération de l'Yonne, Marie-France Gherzi a exprimé « des doutes » sur le calendrier serré du congrès, juste après les municipales. Igor Zamichiei a constaté que « l'effort politique à produire pour ouvrir un espace de transformation sociale est un problème commun à toutes les forces dans le monde qui s'opposent au capitalisme néoféodal, impérialiste ». Quant à Assan Lakehou, il considère « que les communistes doivent pouvoir s'adresser aux Français, à chaque fois qu'ils en ont l'occasion, dans les luttes et dans les urnes », alors que la question de l'élection présidentielle sera posée.

Pour préparer le projet de base commune de discussion, une commission de vingt membres, présidée par Léon Deffontaines a été élue par 76 voix pour, 1 voix contre et 12 abstentions. Le texte qu'elle produira sera soumis au vote du conseil national puis des adhérents aux côtés d'éventuels textes alternatifs.

Pour s'assurer du bon déroulement du processus de congrès, une commission chargée de la transparence des débats, composée de six membres et présidée par Marie-Jeanne Gobert a également été élue par 79 voix pour et 3 abstentions. Un site permettant de contribuer est d'ores et déjà ouvert. Dans l'après-midi, plusieurs nouveaux chefs de file pour les municipales ont été désignés. L'occasion

## RÉPUBLICAINES LES LANDES

HEBDOMADAIRE DE LA FÉDÉRATION LANDAISE DU P.C.F.



S.A.R.L. « LES LANDES RÉPUBLICAINES »

7 rue Frédéric Bastiat – BP34

40001 MT DE MARSAN Cedex Tél. 05.58.46.41.41

Directeur de la publication : Alain BACHE

e-mail : [landes.rep@wanadoo.fr](mailto:landes.rep@wanadoo.fr) Site : <http://pcf40.free.fr>

Abonnement annuel 30€

Imprimé : L.R. MONT-DE-MARSAN

C.P.N° 0728P11523– N° 2536 – Jeudi 22 janvier 2026



d'un échange sur les accords à géométrie variable passés en Seine-Saint-Denis mais aussi d'évoquer des difficultés dans quelques villes, Pierre Lacaze, responsable aux élections, soulignant une dynamique de rassemblement de la gauche, hors LFI, assez générale dans le pays. ■

### INITIATIVES

**Dimanche 25 janvier à 10 h 30**

**Vœux de la section PCF du Seignanx**

au siège de la section, 1 rue Lise et Artur London à Tarnos

\*\*\*

\*\*\*\*\*

**Mardi Gras 17 février à 19 h 30**

**Traditionnelle croupionnade**

des camarades et amis de la section d'Amou, au Hall des Sports de Castelnau-Chalosse

Au menu : *Tourrin, Omelette aux lardons, Croupions de canard sur le grill, Salade, Beignets, vin et café compris.* Prix 15 €

S'inscrire impérativement auprès de Christian Lasserre au 05.58.89.36.02 ou 06.08.03.17.29 avant le samedi 14 février dernier délai.

\*\*\*

\*\*\*\*\*

**Fête de l'Huma de PERQUIE**

**Vendredi 17 et samedi 18 avril 2026**

(le programme est en cours d'élaboration)

# « C'est le marché qui tue le monde du travail et le monde paysan »

**L'Union Syndicale des Retraités CGT des Landes s'est réuni le lundi 12 janvier à Dax et a voté une motion de soutien aux agriculteurs.**

**« C'est le même marché qui tue le monde du travail et le monde paysan.**

L'USR 40 apporte son soutien aux paysans et aux ouvriers agricoles qui luttent pour la sauvegarde de leur métier. Le cheptel d'un éleveur c'est ce qui lui permet d'avoir un revenu à la fin du mois et de nourrir la population. Depuis plusieurs semaines, les agriculteurs se mobilisent pour dénoncer leur faible rémunération. Les inégalités sont énormes dans l'agriculture avec 80% des aides captées par 20% des agriculteurs. La dérégulation du marché au niveau européen, avec la fin des quotas laitiers et sucriers, a favorisé la spéculation sur les matières premières et l'agrobusiness. Le libre-échange organise le dumping social, pousse au gigantisme et fait exploser les émissions de gaz à effet de serre liées à l'agriculture.

Les politiques publiques doivent garantir l'accès de toutes et tous à une alimentation saine et diversifiée à des prix socialement acceptables. Mais pour passer du slogan au réel, c'est toute la production alimentaire qu'il faut repenser. C'est aussi l'acheminement des produits alimentaires qui doit être revu, pour favoriser les circuits courts, et ainsi arriver à mieux contrôler les importations.

La gestion de la crise remet au centre la question essentielle d'une production respectueuse de la santé des travailleurs et des consommateurs, ainsi que de la nature. Une agriculture productive et écologique, respectueuse de l'environnement et de la santé, doit être basée sur l'humain plutôt que sur la finance.

Comme les travailleuses et les travailleurs, notamment agricoles, de plus en plus de paysans ne vivent plus de leur travail. Dans le même temps, les prix de l'alimentation explosent et de plus en plus de salariés sont en difficulté pour manger correctement. Pourquoi ? Parce que les richesses sont captées par les multinationales de l'agroalimentaire et par la grande distribution dont les marges atteignent des records. Les salariés de l'agriculture comme de l'industrie agroalimentaire, du commerce, du transport et de la logistique, ne voient pas la couleur de ces profits.

Au contraire, la course au gigantisme, le développement de fermes usines, de méga abattoirs, suppriment des emplois et dégradent encore les conditions de travail d'une main d'œuvre ultra précarisée. Premiers confrontés aux conséquences du dérèglement climatique, les paysans sont aussi les premiers perdants du manque d'accompagnement pour la transition environnementale de l'agriculture.

À rebours de la course au gigantisme, le défi environnemental exige de revoir en profondeur

le modèle agricole pour produire localement dans le respect de l'environnement et garantir aux paysans la juste rémunération de leur travail.

**La transition dans le domaine agricole ne peut se faire sans les agriculteurs. Leur assurer un revenu décent, via un soutien public d'ampleur et un contrôle public accru de la filière agroalimentaire est la condition de base au changement de régime de production. C'est donc d'une vraie planification agricole prenant en compte les spécificités des territoires et les besoins au niveau national dont nous avons besoin.**

Veuillez trouver ici notre soutien dans votre combat qui concernent tous les habitants de notre territoire.

**Pour l'USR 40 Le Secrétaire Général  
Alain EYRAUD »■**



## Ursula Von Der Leyen acte la trahison

**C'EST FAIT.** Le traité de libre-échange avec le Mercosur a été adopté par l'Union européenne.

La France se retrouve prise au piège en dépit de la voix d'un Parlement quasi-unanimement opposé au traité, au mépris des agricultures et agriculteurs mobilisés depuis des années contre les conséquences de cet entêtement libéral.

Le Président de la République doit prendre ses responsabilités et défendre la souveraineté agricole et alimentaire de notre pays : écoutez les agriculteurs, écoutez le Parlement, écoutez les Françaises et les Français et agissez en conséquence ! ♦

## Comme le nez au milieu de la figure

Les propos tenus dans le journal Libération par l'ancien ministre de l'économie Éric Lombard sont éclairants :

**« Parmi les personnes les plus fortunées, des milliers ont un revenu fiscal de référence de zéro. Ils ne paient aucun impôt sur le revenu ! Au lieu de payer des charges sociales sur leur salaire, ils se font rémunérer dans les holdings. Ces mécanismes sont légaux mais injustes ! ».**

C'est un aveu de taille plusieurs fois dénoncé dans notre journal, et une évidence : notre système fiscal dispense les plus grandes fortunes du pays de leur contribution à l'impôt.

Les dernières statistiques disponibles sont celles de l'institut des Politiques Publiques : en 2016, les 75 foyers fiscaux les plus riches (grosso modo, les milliardaires) se sont acquittés de montants négligeables d'impôts personnels : l'équivalent de 2% de leurs revenus.

10 ans plus tard, on peut craindre que le phénomène se soit accentué et généralisé : l'ancien ministre Éric Lombard évoque des milliers de personnes, parmi les plus riches du pays, qui ne déclareraient aucun revenu imposable.

Par ailleurs, il est clair que les masses en jeu sont encore plus fortes qu'il y a 10 ans, compte-tenu de l'explosion de la fortune des ultra-riches : le patrimoine des 500 plus grandes fortunes est en effet passé de 200 milliards d'euros en 2010 à 1.200 milliards aujourd'hui !

Une multiplication par 6 en 15 ans !

Leur richesse atteint désormais l'équivalent de 42% du PIB, contre 12% du PIB en 2010.

En outre, l'impôt sur les sociétés (IS) -qui venait en partie compenser la faible imposition personnelle des ultra-riches en 2016- a fortement baissé depuis, compte-tenu de la baisse du taux de l'IS de 33% à 25% et de la baisse de l'IS à l'étranger, principalement aux États-Unis.

Il est donc urgent de faire la lumière sur la réalité du phénomène aujourd'hui : combien les milliardaires français ont-ils payé d'impôts en 2024 ? Et les personnes avec plus de 100 millions d'euros de patrimoine ?

Pour mettre fin au privilège fiscal des ultra-riches, il faut continuer à dissiper l'opacité qui entoure cette question.

L'Assemblée Nationale doit exiger la transparence sur la contribution réelle des grandes fortunes à la solidarité nationale aujourd'hui, il faut l'y contraindre.

Cette dénonciation n'affaiblit en rien l'autre campagne nationale du PCF sur les 211 milliards d'aides publiques versées aux entreprises sans contrôle ni contreparties. Les deux se nourrissent car elles répondent à l'exigence grandissante de plus de justice et de transparence, pour une meilleure répartition des richesses créées. Les deux permettent de redonner un espoir aux classes populaires et de recréer l'unité nécessaire pour obtenir des petites et des grandes victoires. ■

## Menace étasunienne contre le Groenland : la fin de l'OTAN

Les représentants du Groenland et du Danemark, après leur rencontre mercredi 14 janvier avec l'administration Trump, ont déclaré que cette dernière avait « la volonté de conquérir le Danemark ». Les ambitions impérialistes étasuniennes contre le Groenland se situent dans le prolongement du désir de prédation et de contrôle des terres rares et des corridors stratégiques qui redessinent la doctrine Monroe comme élément majeur de la stratégie de Washington. C'est la même logique qui préside à l'intervention militaire au Venezuela, aux menaces contre Panama et même contre Saint-Pierre-et-Miquelon. Donald Trump utilise l'arme monétaire et commerciale en menaçant d'imposer des droits de douane aux pays qui oseraient s'opposer à ses ambitions impérialistes.

Face à cette menace globale, la France doit avoir une réponse globale à la hauteur. C'est la politique de vassalisation et de capitulation face à l'impérialisme étasunien qu'il est nécessaire de remettre en cause. La France et l'UE n'ont cessé de capituler face aux diktats de Trump, que ce soit sur la question de l'augmentation des dépenses militaires ou sur la question commerciale.

Or, nous assistons à la fin de l'OTAN. Cela confirme la position historique du PCF. La France peut et doit mener, en toute indépendance de l'OTAN et des États-Unis, une politique de sécurité et de défense. Il est urgent, pour elle, d'agir auprès des États membres européens, en faveur de la dissolution de cette alliance qui n'est que le bras armé des États-Unis. Elle doit, pour sa part, sortir de l'OTAN, en commençant par son commandement intégré, et proposer la construction d'un espace européen de sécurité collective sur les bases de la charte des Nations Unies et de l'esprit d'Helsinki.

Un déploiement militaire symbolique, et surtout demeurant lié à l'OTAN et sans consultation du Parlement, ne relève que de la gesticulation. De même, l'évocation de l'activation du mécanisme anti-coercition de l'UE pourrait ouvrir un chemin d'indépendance envers les États-Unis. Mais, chacun sait qu'elle est soumise à un vote du Conseil européen à la majorité qualifiée et que cette disposition donnera pouvoir à la Commission pour négocier avec les États-Unis sans limite de temps.

La France peut prendre la tête d'une coalition d'États prenant des mesures immédiates telles que la dénonciation de l'accord commercial signé en août 2025 entre l'UE et les États-Unis, qui signifiait une reddition complète des Européens. La Commission européenne ne doit plus pouvoir décider seule de la politique commerciale des États européens ! Il est temps d'engager une démarche remettant en cause les traités européens. Tout en annonçant sa sortie immédiate du commandement militaire intégré de l'OTAN, la France doit prendre des initiatives européennes pour la construction d'un espace paneuropéen de sécurité collective en toute indépendance de l'OTAN, des États-Unis et de l'UE. ■

Communiqué du PCF

## Vœux de la Fédération des Landes du PCF

Ils se sont tenus ce samedi 17 janvier dans les locaux de la Fédération des Landes du PCF à Mont-de-Marsan où une quarantaine de camarades et amis se sont retrouvés.

Ce fut l'occasion pour Alain BACHÉ, secrétaire départemental, de souhaiter une belle année à toutes et tous, mais aussi de dire quelques mots sur la situation politique internationale. De souhaiter également des vœux de paix dans le monde entier et plus particulièrement pour les pays et les peuples touchés par la guerre. Et d'avoir un mot sur les futures échéances électorales que sont les municipales en souhaitant un maximum d'élus communistes ou sympathisants.

Cette sympathique cérémonie des vœux s'est terminée par un pot fraternel. ■



### BULLETIN D'ABONNEMENT 2026 Les Landes Républicaines

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Code Postal..... Localité.....

☐

Je souhaite recevoir le journal  
**EN VERSION PAPIER**

☐

Je souhaite recevoir le journal  
**EN VERSION NUMERIQUE**

Mon mail.....@.....

☐

Abonnement normal 30 €

☐

Abonnement de soutien 40 € ; 50 € ; ..... €

Landes Républicaines - BP 34  
40001 MONT-DE-MARSAN Cedex.  
Chèque libellé à l'ordre de  
« SARL Les Landes Républicaines ».

**Abonnement jusqu'au 30 Janvier 2026**  
**A compter de cette date et sans retour de votre**  
**part, l'abonnement aux Landes Républicaines**  
**sera supprimé.**

## Gnacs et Chacailles

### PATRIOTISME ET PROFITS

Jean Jaurès (1851-1914) avait prévenu: «*À mesure que les hommes progressent et s'éclairent, la nécessité apparaît d'arracher chaque patrie aux classes et aux castes pour en faire vraiment par la souveraineté du travail la chose de tous*». Depuis que la Révolution française a rendu la patrie une et indivisible, le patriotisme consiste à subordonner l'intérêt particulier à l'intérêt général. Or, le civisme de la haute bourgeoisie se cache derrière les portes blindées des coffres des paradis fiscaux. Leur sens du partage se noie dans l'égoïsme de la propriété lucrative. Leur attachement à la nation se résume à leurs gémissements pour baisser leurs impôts et obtenir des aides publiques tout en limitant le droit du travail. Dans leur diversité de métiers et d'engagements, les travailleurs restent eux fidèles à leur patrie. Ils l'ont démontré lors de la pandémie de Covid ou lors de catastrophes naturelles avec le dévouement des agents publics, sur les chantiers du bâtiment ou dans les usines et les champs. Ce même attachement les porte à défendre les atouts nationaux, les services, la vie de régions entières quand ils agissent courageusement contre des délocalisations, des licenciements décidés par les rapaces du capital. Des salariés n'hésitent pas à devenir maîtres de leur entreprise en bâtissant des coopératives de production, alors que ministres et capitalistes s'y opposent. Leur patriotisme économique n'est qu'un rideau de fumée alors qu'ils n'hésitent pas à essorer les paysans, comme les PME sous-traitantes dont les travailleurs font eux aussi la fortune des donneurs d'ordre et des institutions financières. Les 40 plus grandes entreprises cotées en bourse ne réalisent que le tiers de leur activité sur notre sol national. Au moment où Trump accentue les guerres de rapine pour s'accaparer leurs richesses naturelles contre tous les peuples du monde, nos géants nationaux choisissent le camp antinational. Les affaires lucratives les conduisent à passer de l'autre côté de l'Atlantique. Ainsi, ils dépossèdent encore plus les travailleurs, non seulement des fruits de leur travail, mais du travail lui-même et insèrent toujours plus les moyens de production nationale dans une production mondiale impérialiste. Après avoir englouti ces dix dernières années un milliard d'€ de crédit impôt-recherche, sans avoir été capable de fournir un vaccin pendant la pandémie et liquidé un million d'emplois, Sanofi va investir au moins 20 milliards de dollars aux États-Unis d'ici 2030, tout en cédant le Doliprane au fonds d'investissement américain CD&R. «*Nous allons considérablement développer notre flotte battant pavillon américain*» déclare Rodolphe Saadé (né le 3/03/1970 à Beyrouth) patron du transport maritime mondial CMA-CGM, propriétaire également du journal La Tribune et de BFM. Il a promis au président américain d'investir 20 milliards de dollars et de créer 10.000 emplois aux U.S.A, pendant que le groupe ne paie pas au fisc français d'impôt sur les bénéfices et bénéficie de l'exonération de la taxe sur les tonnages transportés, ce qui équivaut à un cadeau de 10 milliards d'€. Emmanuel Macron vante l'attractivité de la France qu'il vend à l'encan en abaissant les impôts sur le capital, en promulguant des lois facilitant les licenciements économiques, en pulvérisant l'assurance-chômage, en plafonnant les indemnités de licenciement... et soutient Trump dans sa croisade guerrière. Seul le travail crée de la valeur. Dans un processus communiste, ceux-ci doivent en décider en prenant soin de l'ensemble du vivant, ainsi que de la protection de la vie sur notre planète. Lo tribail per la vida no per los profit (Le travail pour la vie, non pour les profits). ■

Roger La Mougne